

Lettre ouverte à Pierrot la Science

Denis Clerc*, *Alternatives Economiques*, 9 novembre 2017

Il y a un an paraissait, sous la signature de Pierre Cahuc et d'André Zylberberg, un pamphlet à prétention scientifique, intitulé *Le négationnisme économique et comment s'en débarrasser*. Comme pour fêter cet anniversaire, une édition de poche de ce pamphlet – excessif, caricatural et partial – vient de paraître. Le titre et le terme « négationnisme » étaient d'une violence insoutenable. Si j'en crois les définitions qui font autorité, le terme désigne la « doctrine niant la réalité du génocide des Juifs par les nazis, notamment l'existence des chambres à gaz » (Larousse) ou le « déni de faits historiques, malgré la présence de preuves flagrantes rapportée par les historiens, et ce à des fins racistes ou politiques » (Wikipedia). Pour le moins inapproprié, ce terme appliqué à une controverse strictement intellectuelle, revenait à accuser ceux qu'il visait d'être de dangereux ignorants, menteurs, vendus ou faussaires, à l'égal de ceux qui nient la dangerosité du tabac ou du réchauffement climatique (deux exemples cités par les auteurs).

Les deux auteurs, dans une postface à cette édition de poche, balayent la critique : le terme « négationnisme » serait devenu *banal* ! J'ai lu et relu avec attention ce livre. Tout n'y est pas faux. Mais trop d'affirmations reposent sur des bases fragiles, inexactes voire mensongères. J'ai donc entrepris de relever ces erreurs (dans le meilleur des cas), omissions ou manipulations pour montrer que ce livre est moins une défense de la « science économique » qu'une construction idéologique partisane. Par dérision, j'ai donc décidé de m'adresser aux deux auteurs de ce texte sous un même nom : « Pierrot la Science ». Un sobriquet qu'ils méritent largement, puisqu'une part de leurs affirmations est sans fondement sérieux.

Qui sont les aveugles ?

André Orléan, un spécialiste reconnu de l'analyse de la finance, directeur de recherche au CNRS (et, par ailleurs, Président de l'Association française d'économie politique), se voit taclé pour la phrase que voici (tirée d'une tribune publiée par *Le Monde* le 29 janvier 2015) : « Pendant vingt ans, l'efficacité financière a été vendue urbi et orbi comme étant la "proposition économique ayant les fondements empiriques les plus solides". » Pour preuve, Pierrot la Science, affirme que « des économistes parfaitement orthodoxes avaient souligné la forte probabilité d'une crise financière (...) ». Et il cite un peu plus loin deux noms : Raghuram Rajan (qu'il orthographe « Raghumar », ce qui peut indiquer soit une faute de frappe soit une ignorance des travaux de cet auteur. Je penche pour la deuxième solution), et Robert Shiller. Parfaitement orthodoxes ? Certainement pas Shiller, co-auteur avec George Akerlof de *Les esprits animaux* (un terme utilisé par Keynes pour désigner le comportement des investisseurs confrontés à l'incertitude¹). Dans ce livre, ils écrivent notamment que « le processus de décision [des investissements] est intuitif et fonction du mental des décideurs ». Quant à Rajan, effectivement orthodoxe bon teint, la crainte d'une crise financière qu'il exprimait en 2005 visait uniquement la politique monétaire de Greenspan (l'ancien gouverneur de la Réserve fédérale des Etats-Unis) qu'il jugeait trop laxiste. Il ne mettait pas en cause l'efficacité des

* fondateur (et fier de l'être) du principal journal supposé négationniste.

¹ Jean de Largentaye, le traducteur de *La théorie générale*, a préféré rendre l'expression de Keynes (*animal spirits*) par « enthousiasme naturel » plutôt que d'en retenir la traduction littérale (voir p.177 de l'édition française de 1966). Le terme a été remplacé ensuite (peut-être par le même traducteur, mort en 1970) par « dynamisme naturel » (voir p. 173 de l'édition française de 1982).

marchés financiers, comme en témoigne le titre du livre qu'il a consacré à la crise (*Crise : au-delà des marchés financiers*).

Dans la grande famille des économistes sérieux, ceux qui ont vu venir la crise sont presque tous hétérodoxes, tandis que les orthodoxes sont restés aveugles

Contrairement à ce que suggère Pierrot la Science, parmi les rares économistes universitaires chevronnés qui tirèrent le signal d'alarme avant que la crise n'éclate, aucun ne faisait partie de l'orthodoxie néoclassique, à l'exception peut-être, de Dean Baker, ancien de la Banque mondiale et de l'OCDE. Mais, les autres ne le sont pas : ni, on l'a dit, Robert Shiller, ni Nouriel Roubini qui bataillaient depuis longtemps contre la théorie de l'efficacité des marchés financiers, ni Wynne Godley (mort en 2010), Michael Hudson ou Steve Keen, trois post-keynésiens qui se situent dans la lignée d'Hyman Minsky. Dans la grande famille des économistes sérieux, ceux qui ont vu venir la crise sont presque tous hétérodoxes, tandis que les orthodoxes sont restés aveugles. Krugman, au moins, est franc du collier : à propos de la dérégulation financière qui a causé la crise, il écrit (dans *Sortez-nous de cette crise...*) que « *les économistes ont constitué jusqu'ici un élément du problème, pas de sa solution* ».

La thèse des marchés financiers efficaces, c'est-à-dire allouant les ressources disponibles de la meilleure manière possible compte tenu de l'information existante, a été formulée principalement par Eugène Fama, « prix Nobel d'économie », et Michael Jensen, selon lequel « *il n'est pas de proposition en économie plus solidement confirmée que l'hypothèse d'efficacité des marchés financiers* ». Leurs thèses ont régné quasiment durant plus de vingt ans au sein du courant majoritaire des néoclassiques, même lorsqu'ils étaient teintés de keynésianisme. Krugman avoue s'être fait avoir : « *L'élégance et l'utilité apparente de la nouvelle théorie ont valu un chapelet de prix Nobel à ses créateurs (...), de gentils professeurs d'université se sont trouvés en position de jouer les savants de pointe pour Wall Street (...). Par souci d'honnêteté, il faut dire que les théoriciens de la finance n'ont pas adopté l'hypothèse d'efficacité des marchés pour ses aspects séduisants, pratiques et lucratifs. Ils l'ont aussi étayée d'un grand nombre d'éléments statistiques, qui ont d'abord paru très convaincants.* »

Dani Rodrik, dans *Peut-on faire confiance aux économistes ?* (éd. De Boeck-Supérieur), estime que « *la plupart des économistes ont été incapables de saisir la dangereuse convergence de circonstances qui a généré la crise financière mondiale de 2007-2008* » et que les économistes font « *trop de Fama et pas assez de Shiller* ». Dans un discours de 2005, Greenspan s'émerveillait des « *titres adossés à des actifs, des obligations structurées adossées à des prêts et des dérivés sur événements de crédit (CDS) qui permettent une meilleure dispersion du risque* ». Et il concluait : « *Ces instruments de plus en plus complexes ont contribué à la création d'un système financier bien plus flexible, efficace et donc plus résilient que celui qui existait voici à peine un quart de siècle.* » Cette hypothèse de l'efficacité des marchés fut reprise et généralisée à la macroéconomie tout entière par les « nouveaux classiques » Robert Lucas et Thomas Sargent (évidemment nobélisés eux aussi), sous le nom de théorie des anticipations rationnelles, puis élargie aux fluctuations cycliques par Finn Kydland et Edward Prescott (tous deux « nobélisés »). Bien peu d'économistes ont osé défier ou critiquer cette impressionnante galerie de chercheurs nobélisés pour leurs théories sur l'autorégulation des marchés.

L'intervention publique en économie était devenue l'équivalent de l'irruption d'un éléphant dans un magasin de porcelaine. Sauf que la casse est venue des marchés, pas de l'éléphant.

Tant qu'à vouloir donner un sens au « *négationnisme économique* », il aurait mieux valu que Pierrot dirige ses flèches sur Merton et Scholes, « nobélisés » en 1997 pour leurs travaux sur la valeur des produits financiers dérivés, ou sur Fama et Jensen. Les premiers, un an après avoir reçu le prix, ont été à l'origine du krach du fonds d'investissement LTCM (1 milliard de dollars de pertes), les seconds portent une lourde responsabilité dans la construction financière qui a fini par s'effondrer, provoquant la plus grande crise du capitalisme depuis 1930. Faut-il rappeler que, en 2003, devant l'*American Economic Association* qui l'applaudissait, Robert Lucas avançait que « *le problème central de la prévention des récessions a été résolu à toutes fins pratiques* »². Mais, sous la plume de Pierrot, le fautif est Orléan, qui, dans une publication de 2009 (*De l'euphorie à la panique : penser les crises financières*) ou dans le chapitre 6 de *L'empire de la valeur* en 2011, soutient que les marchés financiers sont guidés par le mimétisme autant ou plus que par la rationalité. Aux yeux de Pierrot, ceux qui dénoncent l'aveuglement de la grande majorité des économistes ne sont que des charlatans. Pire : des « négationnistes ».

Qui sont les ignorants ?

Gaël Giraud, directeur de recherches au CNRS, « chef-économiste » de l'Agence française de développement, est accusé d'avoir écrit que la théorie économique était « *une série de contes de fées* ». L'auteur de l'expression « conte de fées » accolé à la théorie économique est en réalité Paul Krugman en 2011³, qui dénonçait ainsi l'affirmation selon laquelle la réduction des dépenses publiques en période de récession était bénéfique, une expression que Gaël Giraud a eu le malheur de reprendre.

Philippe Frémeaux, éditorialiste et ancien PDG d'Alternatives Economiques, est accusé d'avoir « *repris pratiquement mot pour mot* » une expression de Frédéric Lordon sur les économistes orthodoxes « *acquis dès le départ* » au « *camp dominant* ». Sauf que l'article de Philippe Frémeaux avait été écrit et publié 4 mois avant celui de Frédéric Lordon⁴. Sous-entendu : à *Alter Eco*, ils ne sont même pas capables de penser, ils copient... Un journal qui, en plus, est accusé de déformer les jeunes élèves en économie : manifestement, Pierrot ne sait pas que les trois quarts de ses lecteurs sont d'âge actif...

Pierrot la Science écrit, à propos de la crise des *subprime*, que « *le responsable n'est pas le "marché" dans lequel les banques se seraient livrées à une lutte effrénée pour octroyer coûte que coûte des crédits douteux, le responsable est la dérégulation de ce marché. Dès lors que l'Etat jouait le rôle de prêteur en dernier ressort, peu regardant de surcroît, il n'y eut plus de limite à l'expansion des crédits immobiliers* ». La faute à l'Etat est un classique libéral. Mais Pierrot se trompe profondément. Deux phrases, deux erreurs. D'abord, ce n'est pas l'accès au crédit qui a posé problème, mais la transformation des prêts en produits dérivés (la « titrisation »), qui permettait aux banques de restaurer leur liquidité (donc leur capacité à accorder de nouveaux

² Cette citation a marqué : elle figure à la fois dans les livres de Dani Rodrik, de Paul Krugman et de James Galbraith (*La grande crise*, Seuil, 2015). Mais on ne la trouve pas l'opus de Pierrot la Science.

³ Krugman, prix « Nobel d'économie », a repris le terme et l'analyse dans *Sortez-nous de cette crise ... maintenant !* (Flammarion, 2012).

⁴ Une précision signalée par [Christian Chavagneux](#).

prêts) et de réduire leurs risques (transférés aux acquéreurs des produits titrisés). S'est alors constituée une « finance fantôme » (*shadow banking*) pas du tout régulée et qui a été à l'origine de la crise, comme l'analysent les livres d'Elie Cohen (*Penser la crise*), de Reinhart et Rogoff (*Cette fois, c'est différent*), de Gaël Giraud (*Illusion financière*), de Raghuram Rajan ou d'Adair Turner (Président de l'Autorité britannique des marchés financiers, auteur de *Reprendre le contrôle de la dette*). Deuxième erreur : la responsabilité de l'Etat par son laxisme dans l'octroi des prêts immobiliers. Krugman s'insurge contre ce qu'il appelle « *Le Grand Mensonge* » : « *Dans leur grande majorité, les prêts à risque ont été consentis par des prêteurs privés (...). Les prêts subprime (...) ont, dans leur immense majorité été consentis par des firmes privées qui n'étaient pas couvertes par le Community Reinvestment Act, une loi censée encourager les prêts aux membres des minorités, ni supervisées par Fannie Mae et Freddie Mac, les organismes parrainés par l'Etat chargés de stimuler le crédit immobilier.* » Dit autrement, ce n'est pas l'Etat qui a encouragé la multiplication des crédits à risque élevé, mais essentiellement les organismes privés...

Toujours à propos de la crise des *subprime*, Pierrot écrit que « *la science économique n'est simplement pas capable de prévoir le futur d'un monde très complexe, où une multitude de facteurs interagissent, en particulier lorsqu'il s'agit d'événements rares survenant quelques fois par siècle* ». Double bourde : il ne s'agit pas de prévoir le futur, d'abord, mais de surveiller le fonctionnement des marchés ; ensuite, il ne s'agit pas d'événements rares, puisque Reinhart et Rogoff ont dénombré depuis 1945 plus d'une centaine de crises bancaires dans l'ensemble des pays du monde, soit 3 tous les deux ans. Il importe donc de détecter les risques avant que la catastrophe n'arrive.

Qui sont les tricheurs ?

Guillaume Duval, rédacteur en chef d'*Alternatives Economiques*, est accusé d'avoir écrit que les 35 heures avaient fait « *deux millions d'heureux qui ont trouvé un emploi grâce à elles* ». Mais Pierrot la Science oublie soigneusement d'indiquer que, quelques lignes avant, notre rédacteur en chef précisait bien : « *les 35 heures ne sont directement responsables que d'une partie de ces emplois – 350 000 selon l'Insee –, mais la baisse rapide du chômage a redonné confiance et dopé notre économie davantage que chez nos voisins.* » Une citation tronquée et sortie de son contexte est une triche de bas étage.

Gilbert Cette, co-auteur d'un livre défendant la réduction du temps de travail, est accusé d'avoir écrit qu'elle serait créatrice de nombreux emplois. Pour Pierrot, toutes les études « sérieuses » – celles reposant sur l'évolution de l'emploi dans des entreprises similaires, les unes ayant réduit la durée du travail, les autres ne l'ayant pas réduite – « *aboutissent à la même conclusion : la réduction du temps de travail ne crée pas d'emplois* ». Trois études sont citées (Allemagne 1984-1994, Québec 1997-2000 et France 1981), toutes caractérisées par une réduction de la durée du travail ayant engendré une hausse du coût salarial horaire. Pour la quasi-totalité des économistes (dont je suis), dans ces conditions, la disparition ou la réduction du nombre d'emplois dans les entreprises les plus fragiles risque fort de l'emporter sur les créations. Or, lors des 35 heures, on ne voit nulle part (en tout cas pas dans le taux de marge des entreprises) de hausse du coût salarial qui aurait réduit leur compétitivité. Grâce aux contre-feux mis en place : aides publiques, accords de modération salariale voire de gel des salaires, réorganisation du processus productif,

définition de la durée effective du travail, réduction des cotisations sociales patronales jusqu'à 1,6 fois le Smic...

Pierrot joue sur les mots, attribuant l'ensemble des créations d'emplois à ces seules mesures, alors qu'elles étaient la contrepartie de la réduction de la durée du travail pour que cette dernière crée le plus d'emplois possible. La mauvaise foi est cependant patente lorsqu'il conteste le chiffre de 350 000 emplois créés par les 35 heures, sous prétexte que les auteurs de cette évaluation (tous statisticiens de l'Insee ou passés par son école de statistique, l'ENSAE) seraient parvenus à ce chiffre au doigt mouillé, alors qu'ils ont utilisé la méthode que Pierrot lui-même considère comme le juge de paix, celle qui consiste à comparer l'évolution de l'emploi dans des entreprises de taille et d'activité comparables, les unes ayant appliqué les 35 heures précocement, les autres ayant tardé.

Pierrot suggère que, grand patron à la solde des grands patrons, Louis Gallois a tenté – heureusement vainement – de convaincre l'Etat d'élargir le « crédit d'impôt – compétitivité/emploi » (CICE) en fixant la barre du crédit d'impôt aux salariés percevant jusqu'à 3,5 fois le Smic. Et que, pour cela, il a commandé une étude bidon « prouvant » que cette extension serait bonne pour l'emploi. Quiconque connaît bien Louis Gallois sait à quel point il est personnellement désintéressé. Et s'il a une obsession, c'est celle de réduire l'exclusion sociale. Il préside la principale fédération d'associations œuvrant dans ce domaine, ainsi que le fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée. Pour accréditer sa thèse – un Louis Gallois, vendu au grand patronat, et prêt à tout, même à recruter des faussaires pour atteindre ses objectifs –, Pierrot la Science évoque les malversations d'un ancien président de la branche la plus importante du Medef, ainsi que les tricheries de l'industrie du tabac. Cette atteinte à l'honneur d'un homme honorable est insupportable.

La conclusion va de soi. Pierrot devrait se regarder dans la glace : le justicier qu'il croit être découvrirait alors que le glaive de sa balance lui sert en fait à couper les têtes de ceux qui ne pensent pas comme lui.